

Le régime doit se réformer pour survivre, selon Ardavan Amir-Aslani. La stratégie de Trump payante?

# «Trump pourrait réussir avec l'Iran»

« THIERRY JACOLET

**Iran** » Le numéro de dompteur de Donald Trump est unique en son genre. Après avoir essayé de jouer avec la queue du lion iranien, un fouet à la main, Donald Trump tente de le caresser dans le sens du poil. L'imprévisible président américain serait prêt au dialogue, a-t-il déclaré ce week-end, lui qui menaçait il y a une semaine d'utiliser la manière forte pour mettre à genoux la République islamique. Il ne souhaite pas «un changement de régime» à Téhéran, mais «l'absence d'armes nucléaires».

C'est peine perdue aux yeux de l'avocat d'affaires franco-iranien Ardavan Amir-Aslani, qui a pris le pouls du pays lors d'un récent séjour à Téhéran: le régime refuse la main tendue de Donald Trump. La stratégie américaine du chaos pourrait se révéler néanmoins payante...

## Pourquoi l'Iran ne veut-il pas faire un pas vers les Etats-Unis?

**Ardavan Amir-Aslani:** Les Iraniens n'ont aucune confiance dans les Etats-Unis. Ils demandent, comme préalable à toute discussion, que Washington s'engage à réintégrer l'accord sur le nucléaire de 2015. Par ailleurs, l'attitude belliqueuse des Etats-Unis envers l'Iran, exprimée par l'envoi d'un porte-avions dans le golfe Persique, n'est pas destinée à créer un climat propice au dialogue. De surcroît, c'est le guide suprême, Ali Khamenei, qui traite de la question du dialogue avec les Américains. Ce dernier est idéologiquement hostile à toute discussion avec Washington.

## Khamenei est-il prêt à se lancer dans un conflit armé?

Non, il ne veut pas la confrontation avec les Etats-Unis. Il risquerait de voir son pays être déstabilisé et son intégrité territoriale menacée. Quoique certains conservateurs iraniens verraient d'un bon œil un conflit: ils en profiteraient pour renforcer la chape de plomb sur la population sous prétexte que le pays est agressé.

## Quelle est la stratégie du régime?

La «patience stratégique» est le nouveau nom de la stratégie iranienne. Cela consiste à ne rien faire dans l'espoir que les Américains votent en 2020 pour un démocrate à la Maison-Blanche, tel que Joe Biden. Mais c'est un mauvais calcul: à mon avis, Donald Trump remplira.



Le leader suprême de l'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei: il n'est pas sûr que la théocratie iranienne résiste encore longtemps face au désir de changement de sa population très jeune. Keystone

## La menace belliqueuse de Donald Trump, c'est du bluff pour Téhéran?

Oui. Il ne veut pas créer une nouvelle guerre avec l'Iran qui serait bien plus importante que celle en Irak en 2003. C'est trop risqué. Cependant, comme les faucons sont au pouvoir des deux côtés, je pense qu'il y aura un conflit militaire par frappes ciblées d'ici à cet été. Mais il n'y aura pas de guerre d'occupation.

## Comment sont vécues les menaces américaines?

Les menaces aussi bien militaires qu'économiques sont très mal vécues par l'ensemble des Iraniens, quel que soit leur bord politique. Depuis le retrait américain de l'accord sur le nucléaire iranien en mai 2018, l'inflation atteint presque 60% et la dévaluation de la monnaie est du même ordre. L'économie va se contracter, alors que de 2016 à 2017, il y avait une croissance de 4%. C'est un géant au pied d'argile.

## La stratégie du chaos de Trump commence-t-elle à payer?

Il pourrait réussir. Elle est productive pour les Américains et ses alliés israéliens et saoudiens. Le budget iranien est gravement touché par l'incapacité du pays à vendre son pétrole à cause des sanctions. Téhéran a perdu 65% de ses exportations pétrolières en un an. L'explosion de l'inflation fait que les Iraniens ne peuvent se payer que très difficilement les produits alimentaires de base. Leur pouvoir d'achat se réduit de jour en jour. La colère monte.

## La menace pour le régime vient plus de l'intérieur...

La menace réelle vient surtout de l'intérieur, même si les Etats-Unis y participent en faisant pression sur l'économie. C'est pourquoi le régime essaie de faire diversion, en appelant à la fibre patriotique des Iraniens sur la patrie menacée par les Américains.

## Quel sursaut pour le pouvoir?

Il doit offrir autre chose que des restrictions systématiques des libertés sociales et politiques. Il lui faut se réformer pour assurer sa propre péren-

nit. Sinon l'explosion sociale sera inéluctable.

## Des réformes de quels types?

Du fait de la composition sociologique du pays et de sa démographie, le régime ne pourra que changer. L'Iran est la seule théocratie constitutionnelle au monde, alors que les Iraniens sont dans leur très grande majorité laïcs. Cette opposition entre une aspiration séculière nationale et la théocratie au pouvoir ne pourra qu'entraîner à terme un changement de régime. Le mot «islamique» sera enlevé de la dénomination du pays qui deviendra toute simplement la République iranienne. Mais le pays est encore dirigé par des gérantes de 75 à 85 ans en total décalage avec les aspirations de la population.

## C'est une question de temps?

Oui. Ce qui va changer l'Iran sera non pas la démocratie mais la démographie iranienne. Cette population jeune, éduquée et ouverte sur le monde veut voir l'Iran réintégrer le concert des nations. Près de 70% des Iraniens ont moins de

40 ans. Ils sont tous éduqués et connectés. Ils n'ont connu qu'un régime théocratique depuis 1979, les restrictions des libertés, la détresse économique et l'ostracisme. Ils aspirent à un véritable changement.

## Ont-ils lâché le président Hassan Rohani?

Il a totalement perdu sa crédibilité et sa popularité. Il avait promis que l'accord sur le nucléaire allait changer les conditions de vie des habitants. Résultat: le pays est dans une situation sécuritaire et économique encore plus délicate qu'avant.

## Quel compromis doit trouver l'Iran entre la pression de la population et la pression américaine?

La capacité de Téhéran à lever des armées à l'étranger fait peur aux Américains et à ses alliés régionaux que sont Israël et l'Arabie saoudite. C'est l'erreur stratégique de l'Iran. L'Iran devra renoncer à sa politique d'influence en Syrie, en Irak, au Yémen, au Liban, pour mieux se concentrer sur son économie. »



«Je pense qu'il y aura un conflit militaire par frappe ciblée d'ici cet été, sans guerre d'occupation»

Ardavan Amir-Aslani

## Grève générale au Soudan

**Crise politique** » Des milliers de Soudanais observaient hier une grève générale à l'appel de la contestation, paralysant plusieurs secteurs d'activité. Ils veulent ainsi accroître la pression sur l'armée, qui refuse de transférer le pouvoir aux civils, plus de six semaines après l'éviction d'Omar el-Bechir.

Les fonctionnaires, employés des banques et d'entreprises du privé ont répondu à cet appel

d'une grève générale de deux jours, insistant sur le fait que seul un gouvernement civil est en mesure de sortir le Soudan de la crise politique.

Dans différents secteurs de Khartoum, des employés grévistes ont protesté en pleine rue, soutenus par un concert de klaxons. Des centaines de travailleurs de Port-Soudan, pôle économique vital, ont aussi rejoint la grève. » ATS/AFP

## ÉLÉPHANTS

### LE BRACONNAGE EN BAISSÉ

Malgré le ralentissement du braconnage ces dernières années, l'éléphant d'Afrique est toujours menacé de disparition si des mesures supplémentaires ne sont pas prises. La population de ces pachydermes était estimée à plusieurs millions au début du XX<sup>e</sup> siècle. En 2016, ils n'étaient plus que 415 000. ATS

## Tensions dans les zones serbes

**Kosovo** » Une opération de police visant le crime organisé a suscité hier une montée de tension dans les secteurs serbes du Kosovo. Elle s'y est heurtée à «une résistance armée», a annoncé le Ministère kosovar de l'intérieur.

Plusieurs personnes ont été arrêtées, dont des policiers, a dit le premier ministre kosovar Ramush Haradinaj, ajoutant

qu'elles étaient soupçonnées de «contrebande» et de liens avec le «crime organisé». Quatre douaniers ont également été interpellés, selon leur administration. Le nombre exact de personnes arrêtées n'a pas été précisé par la police, qui a indiqué qu'il s'agissait de membres des communautés albanaise, serbe et bosniaque. A Belgrade, le président de la Serbie Aleksandar

Vucic a dénoncé cette opération, et ordonné la mise en état d'alerte des unités de l'armée serbe. Cette mesure est prise à intervalles réguliers à l'occasion des épisodes montés de tension dans le nord du Kosovo, peuplé majoritairement de Serbes. L'armée «protégera notre peuple en cas de menace sérieuse», a prévenu le président serbe. » ATS/AFP